



75^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 123 de l'ordre du jour

La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies The United Nations Global Counter-Terrorism Strategy

New York, le 6 juillet 2021

Déclaration prononcée par S.E. Mme Pascale Baeriswyl, Représentante permanente
de la Suisse auprès des Nations Unies

Monsieur le Président,

Le terrorisme reste une menace grave pour la paix et la sécurité internationale. Dans un contexte de mobilisation internationale contre la pandémie de Covid-19, il est indispensable que les Etats restent unis pour faire face à cette menace. Les terroristes sont habiles et s'adaptent rapidement aux nouvelles situations. Ils sont à l'affût de toutes vulnérabilités créées par la pandémie et qu'ils pourraient exploiter, comme les répercussions socio-économiques pouvant élargir le réservoir d'individus réceptifs à la radicalisation et aggraver la menace posée par les groupes terroristes.

Pour combattre ces défis, y compris celui de l'utilisation de plus en plus croissante des nouvelles technologies par les terroristes, une **coopération multipartite**, notamment entre les Etats membres, les Nations Unies, la société civile et le secteur privé est importante. Pour être efficaces et durables, ces efforts communs doivent impérativement s'inscrire dans le respect du droit international et de l'état de droit.

Monsieur le Président,

Le rôle des Nations Unies et de ses Etats membres pour prévenir et combattre le terrorisme et l'extrémisme violent est crucial. Dans ce cadre, la Suisse tient à remercier le Secrétaire général pour le rapport sur les activités du système des Nations Unies dans la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale et pour l'organisation du 7^{ème} examen de la Stratégie.

La Suisse souhaite également exprimer ses remerciements à l'Espagne ainsi qu'au Sultanat d'Oman pour leurs efforts et leur engagement, qui ont permis d'adopter une résolution par consensus.

Depuis quinze ans, la Suisse a mobilisé d'importantes ressources et compétences pour soutenir la mise en œuvre de la Stratégie par des activités tant aux niveaux national qu'international.

J'aimerais vous mentionner quelques exemples depuis 2018 :

- Pour renforcer le premier pilier de la Stratégie, ainsi que la mise en œuvre du Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent, la Suisse a pris plusieurs mesures. Ces deux dernières années, plus d'une trentaine de projets locaux ont été financés afin de contribuer à la mise en œuvre des mesures du Plan d'action national suisse pour prévenir et combattre la radicalisation et l'extrémisme violent. Par ailleurs, la Suisse met en œuvre un large programme de PEV qui anime un espace de dialogue inclusif en Afrique de l'Ouest, centrale et du Nord. La Suisse continue par ailleurs à soutenir le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (GCERF).
- Afin de consolider ses propres moyens envisagés par le deuxième pilier, la Suisse a adopté de nouvelles normes pénales permettant de punir le recrutement, l'entraînement et les voyages à des fins terroristes, de même que le financement de ces activités. D'autres nouveautés légales permettront de prononcer des peines plus lourdes pour des infractions terroristes graves. En outre, la disposition pénale contre les organisations criminelles et terroristes exclut désormais explicitement la punissabilité des activités humanitaires basées sur les Conventions de Genève. Ces modifications entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2021. A la même date, la Convention du Conseil de l'Europe pour la prévention du terrorisme et son protocole additionnel entreront en vigueur en Suisse. Finalement, une nouvelle loi fédérale sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme entrera en vigueur lors du premier semestre 2022. Cette loi vise à doter les forces de police suisses de nouvelles mesures préventives et permettra d'intervenir plus rapidement en présence d'indices concrets et actuels d'activités terroristes.
- La protection des droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme fait partie intégrante des objectifs de la stratégie antiterroriste de la Suisse. Elle participe activement aux efforts internationaux déployés afin d'opérationnaliser le quatrième pilier. Dans ce cadre, la Suisse a soutenu le Bureau de lutte contre le terrorisme en fournissant les premiers fonds nécessaires à l'élaboration d'une "*Stratégie d'engagement de la société civile*" qui se concentre sur la thématique des droits de l'homme, genre et jeunesse. Elle continuera à soutenir la mise en œuvre de cette stratégie lancée en janvier 2020. La Suisse s'engage aussi très activement dans la recherche, le développement et le dialogue au sujet de bonnes pratiques visant à préserver les activités humanitaires prévues par le DIH.

Monsieur le Président,

Quant à l'examen de la Stratégie mondiale, à l'issue de ces longues semaines de négociations, la Suisse souhaiterait soulever ces quelques points importants:

- A l'occasion de ce 7^{ème} examen, il était essentiel pour la Suisse que les acquis des examens précédents soient maintenus dans la nouvelle version de la stratégie, **en particulier les aspects de droit international humanitaire, des droits de l'homme et de la prévention de l'extrémisme violent**. Nous avons défendu une approche holistique et équilibrée de la mise en œuvre des quatre piliers de la Stratégie, nous amenant ainsi à mettre l'accent sur **la nécessité de renforcer le premier et le quatrième piliers**. Nous avons noté certaines améliorations du texte réalisés dans ce sens et nous réjouissons également du renforcement **des aspects de genre** de certains paragraphes. A cet égard, la Suisse restera engagée pour le renforcement de ces deux piliers et pour leur mise en œuvre.
- Deuxièmement, la Suisse se félicite du renforcement de certains paragraphes sur le rôle et l'engagement de **la société civile** pour renforcer la mise en œuvre de la Stratégie, notamment par l'interaction avec les Etats et les Nations Unies.

Nous nous félicitons également de l'encouragement adressé aux Etats afin de créer et maintenir un environnement favorable à la société civile, y compris par le biais d'un cadre juridique protégeant et promouvant les droits de l'homme;

- Troisièmement, la Suisse prend note de l'inclusion sur son initiative d'un nouveau paragraphe sur **le renforcement des mécanismes et processus d'évaluation de l'impact de la Stratégie**. Nous saluons à cet égard la proposition faite par le Secrétaire général d'élaborer un cadre de résultats complet pour **les activités du système des Nations Unies** dans son ensemble. Néanmoins, la **Suisse regrette profondément l'affaiblissement du langage apporté à la version finale du paragraphe à la suite de la réouverture du texte**. En particulier, nous regrettons que l'approche fondée sur les droits de l'homme et le quatrième pilier n'ait pas été précisée et que ce cadre soit désormais **restreint aux activités des entités subordonnées à l'Assemblée générale en omettant surtout celles des Etats membres, mais aussi celles d'autres entités onusiennes**.
- Quatrièmement, la Suisse se réjouit du renforcement du langage relatif au **droit international humanitaire** dans plusieurs paragraphes opérationnels. Il est en effet primordial d'assurer que les mesures que nous prenons pour lutter contre le terrorisme n'entraient pas nos obligations en vertu du droit international humanitaire;
- Cinquièmement, la Suisse se félicite de l'inclusion du paragraphe proposé concernant le **renforcement de la coopération internationale entre les autorités de poursuite pénale**. L'échange transfrontalier d'informations, en particulier via le canal d'INTERPOL, représente un instrument essentiel pour tous les Etats afin d'obtenir des mesures de justice pénale efficace au niveau global.
- Finalement, la Suisse salue les négociations relatives à la création d'un nouveau mandat de surveillance **sur l'état de droit, les droits de l'homme et le genre**. Néanmoins nous regrettons que le paragraphe final ait été considérablement affaibli en se résumant désormais à demander au Secrétaire général d'évaluer la nécessité de renforcer l'intégration de ces éléments transversaux de la Stratégie dans les efforts de lutte contre le terrorisme des Nations Unies.

Monsieur le Président,

A l'issue de ces intenses semaines de négociations, la Suisse reste convaincue du rôle essentiel de la Stratégie mondiale pour la lutte contre le terrorisme. Nous rappelons à cet égard le rôle important dans la mise en œuvre et la diffusion de la Stratégie des différentes entités du Compact, orchestrées par le Bureau de lutte contre le terrorisme.

Mon pays continuera à renforcer ses efforts nationaux et à s'engager sur la scène internationale afin de prévenir la violence, y compris l'extrémisme violent, et à combattre le terrorisme, tout en ayant la ferme volonté de respecter et protéger les droits de l'homme dans ces efforts.

Je vous remercie Monsieur le Président.

Mr President,

Terrorism remains a serious threat to peace and international security. In a context of international mobilisation against the COVID-19 pandemic, it is vital that the states remain united to continue combating this threat. Terrorists are extremely resourceful and adapt quickly to new situations. They are looking for any vulnerabilities created by the pandemic which they can exploit, such as socio-economic repercussions that may increase the number of people susceptible to radicalisation and heighten the threat posed by terrorist groups.

To combat these challenges, including the increasing use of new technologies by terrorists, Switzerland strongly endorses **multi-party cooperation**, particularly between the member states, the United Nations, civil society and the private sector. If our joint efforts are to be effective and sustainable, they must be consistent with international law and the rule of law.

Mr President,

The United Nations and its member states play a vital role in preventing and combating terrorism and violent extremism. In this respect, Switzerland wishes to thank the Secretary-General for the report on the Activities of the United Nations system in implementing the Global Counter-Terrorism Strategy and for the organisation of this 7th review.

Switzerland also wishes to express its thanks to Spain and the Sultanate of Oman for their efforts which will enable us to adopt a resolution by consensus.

For 15 years Switzerland has been mobilising significant resources and expertise to support the implementation of the strategy as part of its activities at both national and international level.

I would like to highlight a few examples since 2018:

- To strengthen the first pillar of the strategy and the implementation of the Secretary-General of the United Nations' Plan of Action to Prevent Violent Extremism, more than 30 local projects have been funded over the past two years to contribute to the implementation of the measures of the Swiss National Action Plan to Prevent and Combat Radicalisation and Violent Extremism. The Swiss Federal Department of Foreign Affairs is also implementing an extensive PVE programme which is fostering an inclusive forum for dialogue in West, Central and North Africa. Switzerland also continues to support the Global Community Engagement and Resilience Fund (GCERF).
- To strengthen its own capabilities envisaged by the second pillar, Switzerland has adopted new penal norms to punish recruitment, training and travel for terrorist purposes as well as the funding of such activities. Other new legal measures allow more severe sentences to be handed down for serious terrorist offences. In addition, the criminal provision against criminal and terrorist organizations now explicitly excludes the criminalisation of humanitarian activities based on the Geneva Conventions. These amendments will enter into force on July 1, 2021.

On the same date, the Council of Europe Convention on the Prevention of Terrorism and its additional protocol will enter into force in Switzerland. In addition, a new Federal Act on Police Counterterrorism Measures will enter into force during the first half of 2022. This act aims to provide the Swiss police forces with new preventative measures and will enable more rapid intervention in the event of concrete evidence of terrorist activities.

- The protection of human rights in the fight against terrorism is an integral part of the objectives of Switzerland's counterterrorism strategy. It is playing an active role in the international efforts to put the fourth pillar into operation. In this context, Switzerland has supported the Office of Counter-Terrorism by providing the initial funds required to draw up a Civil Society Engagement Strategy, focusing on human rights, gender and young people and continues to support the implementation of this strategy launched in January 2020. Switzerland is also heavily involved in research, development and dialogue on good practices aiming to maintain the humanitarian activities provided for by international humanitarian law.

Mr President,

With regard to the review of the Global Strategy, after long weeks of negotiations, Switzerland wishes to highlight several key points:

- During this 7th review, it was imperative for Switzerland that the accomplishments of previous reviews were maintained in the new version of the strategy, **in particular the aspects of international humanitarian law, human rights and the prevention of violent extremism**. We have advocated an holistic and balanced approach to the implementation of the strategy's four pillars, leading us to focus on the **need to strengthen the first and fourth pillars**. We have noted various improvements to the text in this sense and are also pleased by the strengthening of the **gender aspects in some paragraphs**. In this regard, Switzerland will continue to monitor the strengthening of these two pillars and support their implementation.
- Secondly, Switzerland welcomes the strengthening of some paragraphs on the role and engagement of **civil society** in the efforts to reinforce the implementation of the strategy, particularly through interaction with the states and United Nations. We also welcome the encouragement given to the states to establish and maintain an environment favourable to civil society, including through a legal framework that protects and promotes human rights.
- Thirdly, Switzerland takes note of the inclusion of a new paragraph, on its initiative, on **the strengthening of the mechanisms and processes concerning the evaluation and impact of the strategy**. We welcome the proposal made by the Secretary-General to produce a complete framework of results for the **activities of the United Nations system** as a whole. Nevertheless, Switzerland deeply regrets the weakening of the language in the final version of the paragraph following the reopening of the text. In particular, we regret that the human rights-based approach and the fourth pillar have not been clarified and that this framework is now restricted to the activities of entities subordinate to the United Nations General Assembly, omitting especially those of Member States as well as those of other United Nations entities.
- Fourthly, Switzerland approves of the strengthening of the language concerning international humanitarian law in several operational paragraphs. It is vital to ensure that the counterterrorism measures that we take do not undermine our obligations under international humanitarian law.

- Fifthly, Switzerland also welcomes the inclusion of its paragraph on strengthening international cooperation between prosecuting authorities. The cross-border exchange of information, in particular through INTERPOL, is an essential instrument for all States to achieve effective criminal justice measures at the global level.
- Finally, Switzerland welcomes negotiations on the creation of a new mandate for the surveillance of the rule of law, **human rights** and gender. Nevertheless, we regret that the final paragraph has been significantly weakened by simply asking the Secretary-General to assess the need to strengthen the integration of these cross-cutting elements of the Strategy into the United Nations counterterrorism efforts.

Mr President,

After this intense period of negotiations, Switzerland still firmly believes in the Global Strategy's essential role in the fight against terrorism. We wish to highlight the key role in the implementation and circulation of the strategy played by various entities of the Compact, orchestrated by the Office of Counter-Terrorism.

My country will continue to strengthen its national efforts and to engage in activities on the international stage to prevent violence, including violent extremism, and to combat terrorism, while remaining firmly committed to respecting and protecting human rights as part of these efforts.

Thank you Mr President.